



Cultures & Conflits

36 | hiver 1999 - printemps 2000

Rationalités et Relations Internationales. (vol. 1)

Kennedy, Kroutchev et les missiles de Cuba (Partie 6)

Jean-Yves Haine



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/604>

DOI : [10.4000/conflits.604](https://doi.org/10.4000/conflits.604)

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2000

ISBN : 2-7384-9520-6

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Jean-Yves Haine, « Kennedy, Kroutchev et les missiles de Cuba (Partie 6) », *Cultures & Conflits* [En ligne], 36 | hiver 1999 - printemps 2000, mis en ligne le 20 mars 2006, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/604> ; DOI : [10.4000/conflits.604](https://doi.org/10.4000/conflits.604)

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

Creative Commons License

Kennedy, Kroutchev et les missiles de Cuba (Partie 6)

Jean-Yves Haine

- 1 La stupéfaction de Kennedy et la crédibilité de l'Alliance
- 2 Si du côté soviétique, la décision tient autant de la frustration et du complexe d'infériorité cultivé par Kroutchev que de son obsession du statut et de la crédibilité de l'Union soviétique comme « puissance mondiale », la réaction américaine quant à elle doit beaucoup à l'indignation et à la colère de Kennedy. On le sait, Kennedy n'attachait pas grande importance à la signification stratégique de ces missiles. Pour autant, il était hors de question de tolérer leur présence à Cuba. Lors de la première réunion de l'ExComm, l'ensemble des participants se prononce en faveur des frappes aériennes, y compris le Président. Deux éléments majeurs, liés à la crédibilité politique du président, nous aident à comprendre sa consternation et sa fureur aux premières heures de la crise. La découverte de ces missiles est d'abord aux yeux de Kennedy un flagrant délit de mensonge et une provocation délibérée de Moscou. Durant les derniers mois, les Soviétiques ont répété à plusieurs reprises que le soutien à Cuba était avant tout politique et économique et qu'ils n'entendaient pas introduire des armes de destruction massive dans les Caraïbes. G. Bolshakov, membre des services secrets soviétiques et relais officieux entre le Kremlin et la Maison-Blanche, a donné de multiples assurances à R. Kennedy sur ce point. Le Président se sent trompé et il ressent amèrement cette duperie. L'hypocrisie et la dissimulation sont telles, qu'il ne cache pas sa perplexité sur leurs significations. Ces missiles mettent le Président devant une situation intenable d'autant plus, et ce second élément est crucial, que Kennedy s'est engagé publiquement à ne pas tolérer leur présence lors de deux déclarations officielles au mois de septembre. Le 4 septembre, P. Salinger avait formellement mis en garde les Soviétiques contre toute éventualité d'armes offensives à Cuba en les avertissant explicitement que leur présence provoquerait une crise particulièrement grave entre Moscou et Washington. Cette déclaration s'adressait tout autant aux Soviétiques qu'à l'opposition républicaine du Congrès qui avait multiplié les critiques vis-à-vis de la politique de la Maison-Blanche

envers Cuba. Le sénateur Keating en particulier avait prétendu détenir des informations fiables sur la présence de missiles soviétiques à Cuba. Le président Kennedy avait donc fermement défini la position américaine sur ce point. C'est dire que la découverte de ces armes le prend par surprise. Dès le départ, sa crédibilité politique est en jeu. Si Kroutchev avait ouvertement fait connaître ses intentions, il est probable qu'il n'y aurait jamais eu de crise des missiles à Cuba. Mais face à une telle imposture, le Président est forcé et contraint de réagir. ¹ Il est obligé de répliquer parce qu'il s'est publiquement engagé à le faire. Dans le climat d'incompréhension qui caractérise la réaction américaine, l'engagement du mois de septembre apparaît comme le seul repère incontestable et incontournable. Kennedy n'a pas le choix, mais pour autant, cette perspective ne l'enchantait guère. Une confrontation avec Kroutchev sur Cuba constitue une épreuve dont il se serait bien passé d'autant plus que le dossier berlinois lui apparaît bien plus sérieux. On le sait, Cuba est le point faible de l'administration et le président en est pleinement conscient. Mais la ligne avait été tracée, les Soviétiques l'ont franchie et la Maison-Blanche doit défendre sa crédibilité. ² On ne peut donc comprendre la réaction américaine sans prendre en compte la déclaration du mois de septembre. Parmi les interrogations sur la rationalité de la provocation de Moscou, elle constitue l'une des seules certitudes qui permet de guider la Maison-Blanche. Parallèlement, le défi soviétique appelle une réponse publique. Toute négociation officieuse aurait constitué une concession majeure par rapport à la promesse officielle de septembre. Le discours du 22 octobre est sa conséquence logique. ³ L'affront à la crédibilité de la position américaine constitue le cœur de la crise, il explique la nécessité de la réponse américaine, alors que selon les estimations mêmes du président, la sécurité nationale des Etats-Unis n'est pas compromise par la présence des fusées soviétiques. Le test politique ne vise pas seulement l'administration Kennedy mais le statut des Etats-Unis vis-à-vis de ses alliés. Même si Cuba n'est pas couvert par la juridiction officielle du Traité de l'Atlantique Nord, le prestige et le crédit de la position américaine, déjà sérieusement mis à mal par la Baie des Cochons, sont en jeu. Accepter la présence des missiles à Cuba, signifiait une remise en cause de la position américaine, un constat dont les Européens n'auraient pas tardé à tirer les conséquences. Si les Etats-Unis cèdent sur Cuba, il est probable qu'ils céderont sur Berlin. ⁴ La réputation des Etats-Unis ne vise pas seulement son adversaire, mais aussi ses alliés. Ce qui est vrai pour l'OTAN, l'est aussi dans une moindre mesure pour l'OEA, dont le soutien est jugé crucial à la tribune de l'ONU.

- 3 Cette dimension atlantique est tout aussi cruciale pour comprendre la gestion de la crise. On le sait, le parallèle entre Cuba et Berlin est immédiatement dressé lors de la première réunion de l'ExComm, où D. Rusk suggère que Kroutchev recherche un moyen de pression pour renforcer ses demandes répétées sur Berlin. P. Nitze est chargé d'étudier les options possibles en cas de mouvement soviétique sur Berlin. Par ailleurs, l'un des arguments essentiels avancés pour rejeter l'option des frappes aériennes, unanimement défendue au début de la crise, concernait l'éventualité de représailles soviétiques contre Berlin. Le rôle crucial et symbolique de l'engagement américain, mais la fragilité de sa position militaire à Berlin, imposaient à Washington une réaction ferme mais mesurée. ⁵ Dans l'esprit des décideurs américains, il n'y a pas de différence entre Berlin et New York. Le symbole de l'engagement américain en Europe prend ici toute sa signification. Cet élément représente clairement un dilemme pour Kennedy. D'une part, toute action militaire risque d'entraîner une riposte sur Berlin, ce qui ne laisse pas d'autre choix au président que de déclencher le feu nucléaire. Mais d'autre part, l'inaction signifierait la fin de la crédibilité du soutien américain en Europe. ⁶ Dans son discours du 22 octobre, Berlin est la

seule ville mentionnée explicitement par le président. On n'insistera jamais assez sur le rôle absolument crucial joué par Berlin dans l'esprit de Kennedy. Après tout, il devint « ein Berliner » en juin 1963. Dans une conversation téléphonique avec Macmillan, Kennedy estime que Berlin était la raison essentielle pour laquelle la quarantaine avait été choisie au détriment des frappes aériennes.⁷ Le parallélisme entre Cuba et Berlin, constant chez les décideurs américains, mais absent dans l'esprit de Kroutchev, occupe l'essentiel des délibérations des membres de l'ExComm durant les premiers jours de la crise. Si les considérations de politique intérieure poussent la Maison-Blanche à adopter une attitude énergique, les impératifs de l'alliance atlantique l'incitent à choisir la prudence. D'autre part, une action unilatérale des Etats-Unis, sans consultation de ses alliés, compromet la solidarité de l'Alliance atlantique. Certes, il n'y a pas de consultation formelle la première semaine de la crise, mais la cohésion de l'Alliance est un souci permanent au sein de l'ExComm.⁸ La contrainte atlantique est intériorisée par la majorité des décideurs américains. Dans l'évaluation respective des différentes options, la cohésion de l'alliance est à chaque fois un facteur décisif. Enfin, la cohésion atlantique est un élément fondamental pour comprendre la résolution de la crise. Dès le 18 octobre, l'idée d'un échange de missiles entre Cuba et la Turquie est évoquée. La presse, on le sait, avait suggéré ce genre de concession pour sortir de la crise. La deuxième lettre de Kroutchev du 27 octobre proposa explicitement un marché impliquant la Turquie. Si tous les participants de l'ExComm s'accordent sur l'obsolescence des Jupiters, leur valeur politique reste néanmoins considérable. En particulier, l'ambassadeur américain à l'OTAN estime que la valeur symbolique de ces missiles pour le gouvernement d'Ankara demeurerait considérable.⁹ Au-delà de la Turquie, toute négociation publique ne pouvait que discréditer le statut américain au sein de l'alliance atlantique. La crédibilité de l'Alliance, en particulier en de telles circonstances, ne pouvait être remise en question.¹⁰ Pour Washington, il n'était donc pas question de transiger publiquement sur les missiles turcs sans remettre en cause la cohésion et la solidarité atlantique. L'ironie est évidemment que la majorité des pays membres de l'alliance étaient favorables à une négociation publique sur les Jupiters et ne considéraient pas une telle démarche comme une marque de faiblesse de la part des Etats-Unis. De tous les membres de l'OTAN, Adenauer était sans conteste le plus farouchement opposé à un échange, tandis que pour de Gaulle, une telle perspective ne faisait que confirmer à ses yeux le déséquilibre au sein de l'alliance, les Etats-Unis n'agissant que selon leur intérêt propre. Soucieux de ménager les Soviétiques, Macmillan y était plus favorable, allant jusqu'à proposer un gel des missiles Thor britanniques.¹¹ Même le gouvernement italien encourageait Washington à négocier avec Moscou. Le point essentiel cependant est que la crédibilité des Etats-Unis vis-à-vis de ses alliés influença profondément le choix de Kennedy.

- 4 Sans le discours de septembre, on ne peut apprécier le caractère dramatique de la provocation soviétique. Sans la dimension atlantique, la prudence dont fait preuve le président Kennedy apparaît singulière. Mais au-delà de l'OTAN, l'opinion publique joue un rôle considérable. L'analogie de Pearl Harbor, le soutien de l'OEA, l'activité de l'ONU sont autant d'éléments qui montrent l'importance de la crédibilité des Etats-Unis. La sensibilité personnelle de Kennedy sur ces questions est patente. Le même constat s'impose pour les motivations de Kroutchev. Si la crise de Cuba est bien le lieu où deux légitimités antagonistes se rencontrent, où le prestige et la réputation des deux Grands sont en jeu, la question de sa résolution pacifique devient paradoxalement plus problématique.

5 Au cœur de la décision : la responsabilité

6 « There was just too damned much fear in the missile crisis... There is no doubt that the crisis was resolved because of fear of the adverse consequences of pushing it any further. Read Khrushchev. He was scared. Read Bobby's book. The president was scared too. And the whole damn thing started because the Soviets were scared... You see : from beginning to end, fear ruled ».

7 Robert McNamara.¹²

8 Le statut, le prestige, le rang sont généralement des enjeux sur lesquels les décideurs ne transigent pas, surtout lorsqu'ils sont perçus comme autant de défis personnels. Les processus liés à la réputation sont essentiellement dynamiques. Etablir une réputation est une démarche qui ne nous appartient pas entièrement, car elle n'a de pertinence que si notre adversaire, ou notre allié, base son propre comportement sur la réputation qu'il nous prête. La recherche d'un statut implique in fine sa reconnaissance par les autres acteurs. Dans ce jeu de miroirs, tout est affaire de perception, et les distorsions, les ambiguïtés et les leurres ne manquent pas.¹³ Dans le domaine nucléaire, ces logiques sont paradoxales. D'un côté, parce que l'emploi des armes nucléaires est peu vraisemblable, la crédibilité d'une menace nucléaire se fonde pour une large part sur la détermination de son détenteur à mettre cette menace à exécution. La présence de ces armes encourage les acteurs à se soucier de leur réputation. Mais de l'autre, en cas de crise nucléaire, il est peu probable que les décideurs se préoccupent de la réputation de leur adversaire au moment où leur propre existence est en jeu.¹⁴ Dans toute confrontation, il est un temps où les signaux adressés à l'adversaire, les réassurances multiples, les avertissements répétés ou les promesses de fermeté, sont mises à l'épreuve. Ce moment de vérité, où le voile de la réputation se lève, place le décideur devant ses responsabilités.

9 L'éthique de responsabilité et la peur salutaire

10 Du côté américain, la prise de conscience des risques encourus par la confrontation à Cuba devient clairement perceptible chez le président dès le troisième jour de la crise. Ce n'est pas l'utilisation délibérée de l'arme nucléaire par Kroutchev qui est la plus redoutée. Le risque principal aux yeux du président Kennedy est la perte de contrôle d'une situation explosive, l'enchaînement d'une escalade involontaire, le déclenchement d'un conflit nucléaire par inadvertance. C'est de cette peur particulière dont parle McNamara. La crainte d'être tenu responsable du plus grand cataclysme de l'histoire de l'humanité et non pas celle d'en être la victime, guide la décision de Kennedy.¹⁵ Elle est sous-jacente dans le choix de la quarantaine, explicite dans sa préférence pour accepter l'échange des missiles turcs en dépit des difficultés liées à l'alliance atlantique. Le blocus semble pour Kennedy, l'option la moins risquée. Une fois la fureur de l'imposture soviétique digérée, l'option des frappes aériennes, en dépit des arguments insistants des militaires¹⁶, perd de son attrait. Partant du principe que tous les missiles présents à Cuba sont opérationnels, le risque que l'un d'entre eux échappe à l'aviation est jugé trop important, sans mentionner les milliers de soldats soviétiques présents sur l'île dont la mort ne pouvait rester impunie à Moscou. Le lien fermement établi entre Cuba et Berlin pousse le président à opter pour le blocus qui comportait le minimum de risque.¹⁷ Cette mesure, il en est pleinement conscient, ne peut aboutir en soi au retrait des missiles. Il s'agit de gagner du temps, de mettre Kroutchev devant ses responsabilités, tout en réaffirmant que les Etats-Unis ne tolèrent pas la présence de ces missiles. Vis-à-vis de la seconde décision, l'échange des missiles turcs, on le sait, l'OTAN fait peser une contrainte sur la publicité

d'une telle démarche, non sur sa pertinence. Pour le président, le deal sur la Turquie apparaît bien un moyen de désamorcer la crise. Avant même la proposition de Moscou, Kennedy ne cache pas sa préférence pour négocier les Jupiters contre les SS-4 soviétiques de Cuba. L'ambassadeur A. Stevenson avertit le président dès le 17 octobre que pour l'opinion publique internationale, il n'y avait aucune différence entre Cuba et la Turquie. Au State Department, D. Rusk travaille sur un scénario d'échange et l'ensemble de ses collaborateurs approuvent cette solution. McNamara estime que de toute façon le prix à payer pour obtenir le retrait des missiles de Cuba serait au minimum le démantèlement des Jupiters. Dans les couloirs de l'ONU, les rumeurs se multiplient sur le marchandage et le 25 octobre, le ministre autrichien des Affaires étrangères propose officiellement un tel marché à la tribune. Deux jours auparavant, W. Lippmann avait rédigé un éditorial dans ce sens. Ces différentes propositions ont sans doute influencé Kennedy. Mais plus fondamentalement, le 27 octobre lorsque la seconde lettre de Kroutchev parvient à la Maison-Blanche, deux facteurs déterminants dominent son raisonnement. Tout d'abord, le marché lui paraît légitime. Face à l'alternative qui se présente à lui ce samedi matin, frapper ou négocier, les mêmes inquiétudes sur les risques de l'option militaire refont surface. Par comparaison, l'échange lui paraît une solution raisonnable, d'autant plus que ces Jupiters n'ont aucune valeur militaire à ses yeux. Dès le début de la réunion matinale du 27 octobre, Kennedy estime qu'un tel marché est équitable aux yeux de « n'importe quel individu rationnel ». ¹⁸ L'après-midi alors que la perte d'un U-2 est annoncée, l'échange lui paraît irrésistible. Anticipant une réunion éventuelle de l'OTAN, Kennedy estime que les ambassadeurs ne réalisent pas à quel point un tel marché permet d'éviter des représailles militaires sur Berlin ou contre la Turquie. ¹⁹ Le spectre d'une troisième guerre mondiale se précise et le président n'ose envisager ses conséquences. S'il refuse bien l'éventualité d'un accord public sur les Jupiters, il projette cependant de convaincre directement le gouvernement d'Ankara. En tous les cas, tout doit être fait pour éviter l'engrenage de la violence, dont il ne maîtrise pas les rouages. Une ouverture secrète avec Moscou lui semble inévitable. Il n'y a pas ou peu de marchandage politique au sein des participants de l'ExComm, mais seulement un échange de vue. Kennedy seul prend sa décision, et réunit en soirée un comité restreint pour rédiger le message que son frère transmettra à A. Dobrynin. Depuis 1989, nous savons qu'un arrangement sur les Jupiters fut explicitement proposé à l'ambassadeur soviétique. ²⁰ Les retranscriptions des conversations du 27 octobre montrent clairement que Kennedy était de loin le plus chaud partisan de l'échange. La réunion qui se tient en soirée est largement factice : le président a déjà pris sa décision de manière indépendante en excluant une partie de ses conseillers. La raison est simple mais fondamentale : lui seul doit assumer ses responsabilités.

- 11 La tension perceptible chez Kennedy durant cet après-midi du 27 octobre est liée à l'impasse dans laquelle il se sent acculé. Kennedy ne veut pas déclencher une troisième guerre mondiale pour 15 missiles qui n'ont aucune importance à ses yeux ou parce qu'un officier russe, à Cuba, a décidé de sa propre initiative d'utiliser un missile nucléaire pour défendre son honneur et ses hommes. Il prend conscience de sa responsabilité à la fois dans le processus de décision mais aussi dans ses éventuelles conséquences involontaires. Selon son frère, l'analogie avec l'escalade incontrôlée menant à la première guerre mondiale est particulièrement présente. ²¹ Clairement, pour le président, le risque de guerre devenait réel. ²² Après coup, certains peuvent estimer que ce jugement était exagéré, injustifié ou irrationnel, compte tenu de la suprématie militaire américaine. L'important pour l'analyste est que cette inquiétude était bien présente et qu'elle joua un rôle considérable dans le choix de Kennedy. Cette crainte est d'ailleurs partagée par le

second haut responsable, R. McNamara, qui ne trouve aucun réconfort dans cette supériorité numérique. Ce qui l'accable, et bien plus encore Kennedy, c'est le poids des responsabilités.²³ Ce fardeau transcende totalement les arguments analytiques avancés par les uns et les autres en faveur de l'option aérienne. Prétendre que cette crainte n'était pas justifiée, c'est ignorer comment les acteurs ont personnellement vécu la crise et c'est aussi négliger non seulement le rôle de cette responsabilité à ce stade du processus de décision, mais aussi l'intention réelle affichée qui découle de cette prise de conscience. Or cette intention est claire chez le président : éviter à tout prix le moindre risque de conflit ouvert, saisir toute opportunité pour reprendre le contrôle d'une situation qu'il estime lui échapper. Dans cet enchaînement, la perte du U-2 joue le rôle de catalyseur. Sans la prise en compte de la crainte d'une guerre nucléaire par inadvertance, on ne peut pas comprendre le message de R. Kennedy à A. Dobrynin. Ce n'est pas un ultimatum, mais l'aveu formel que le temps presse parce que la situation devient incontrôlable. La reconstitution de cet état d'esprit est essentielle à la compréhension du dénouement. Il est nécessaire de se mettre à la place du président qui voit la guerre s'approcher et qui tente de l'éviter. A bien des égards, la mort du pilote de l'U-2 le place déjà en situation de guerre. Il veut en sortir et vite. Les interprétations contradictoires qui ont été données de ce message ignorent largement ce facteur psychologique crucial.²⁴ Ce danger était intensément présent chez Kennedy et il est, à ce stade de la crise, l'élément principal qui détermine ses perceptions et motive son action. Autant qu'on puisse en juger, ce même phénomène se rencontre chez Kroutchev. La sensation de perdre le contrôle des événements est patente chez le secrétaire général. La détection d'un U-2 sur la Sibérie, finalement escorté à bon port sans dommage, et la destruction d'un autre au-dessus de Cuba horrifient Kroutchev. A V. Kuznetsov, premier adjoint aux affaires étrangères qui devait s'envoler pour New York, Kroutchev confie : « la situation est très mauvaise, je ne suis pas sûr que vous pourrez atterrir en toute sécurité aux Etats-Unis ». ²⁵ Contre l'avis des militaires, il décide de répondre positivement au message de Kennedy, et pour être sûr que sa réponse n'arrive pas trop tard, celle-ci est diffusée à la radio. De part et d'autre, sans cette reconstitution de ce qui est vécu par le décideur, le cœur de la rationalité, l'intention, et l'essence de la décision, la responsabilité, nous échappent.

- 12 Dans notre recherche de la causalité, il est indispensable de recréer, avec le plus de précision possible, la réalité telle qu'elle était vécue par les acteurs. Sans cet effort de reconstitution psychologique, sans la prise en compte des processus cognitifs, le risque est grand de prêter aux décideurs des intentions qui n'étaient pas les leurs. Or l'intention demeure le principe fondamental de notre enquête qui s'efforce d'étudier comment les perceptions, les convictions, les craintes ont elles-mêmes contribué à la décision.²⁶ Qualifier ces émotions d'irrationnelles, c'est négliger leur rôle dans la chaîne de causalité, c'est méconnaître ce qu'implique la responsabilité d'un décideur. C'est dire que les modèles de Gr. Allison ne doivent pas être considérés comme autre chose que ce qu'ils sont : des tentatives commodes et habiles de formalisation dont l'application demeure imparfaite. Ils offrent des explications plausibles, mais largement artificielles. Pour aboutir à une explication pertinente, il reste indispensable de commencer par les acteurs avant d'avancer des concepts, de saisir leur compréhension du problème avant de juger leurs solutions. Pour retracer fidèlement leur cheminement, pour éviter l'éternel piège de la rationalité normative, et pour prévenir les jugements arbitraires, il n'est d'autre méthode que cette reconstitution subjective. Ce n'est qu'au terme de cette démarche qu'il est finalement permis d'ébaucher des interprétations, d'évaluer l'opportunité et la pertinence des décisions prises. A la lecture des retranscriptions de l'ExComm, on peut

ainsi estimer que le président Kennedy fut le plus courageux, L. Thompson le plus pertinent, R. McNamara le plus prudent, G. Ball le plus pragmatique et M. Bundy le plus hésitant.²⁷ Mais avant d'interpréter, il faut comprendre. L'essentiel reste de recréer les conditions subjectives vécues par le décideur, avec ses préjugés, ses incertitudes et ses responsabilités. Telle est la tâche de l'analyste car là réside l'essence même de la décision.

NOTES

1. Kennedy ne cache pas son exaspération lors de la réunion du 16 octobre : « Last month I said we weren't going to allow it. Last month I should have said that we don't care. But when we said we're not going to, and then they go and do it, and then we do nothing, then I would think that our risks increase. What difference does it make ? They have got enough to blow us up now anyway. I think it's just a question of... After all, this is a political struggle as much as military ». Mc Namara partage ce constat : « ...I've gone through this today and asked myself : well, what is it then, if it isn't a military problem... This is a domestic political problem. The announcement. We didn't say we'd go in or not, and kill them. We said we'd act ». Zelikow Philip et Ernest R. May, op. cit., p. 92 et p. 113. C'est moi qui souligne. Le problème est donc posé en termes de crédibilité politique, et non en termes de sécurité nationale. McNamara répétera ce point à plusieurs reprises.
2. Lors de la conférence de Hawk's Kay, Th. Sorensen rappelait les circonstances de la déclaration de septembre : « Let me say here that the line between offensive and defensive weapons was drawn in September, and it was not drawn in a way which was intended to leave the Soviets any ambiguity to play with. I believe the President drew the line precisely where he thought the Soviets were not and would not be ; that is to say, if we had known that the Soviets were putting forty missiles in Cuba, we might under this hypothesis have drawn the line at one hundred, and said with great fanfare that we would absolutely not tolerate the presence of more than one hundred missiles in Cuba. I say that one believing very strongly that that would have been an act of prudence, not weakness. But I am suggesting that one reason the line was drawn at zero was because we simply thought the Soviets weren't going to deploy any there anyway ». Cité par Blight James G. et Welch David, *On the Brink : Americans and Soviets Reexamine the Cuban Missile Crisis*, op. cit., p. 43.
3. Dans la hiérarchie diplomatique, la réaction américaine ne pouvait se situer au dessous de l'engagement du mois de septembre. Une approche officieuse aurait été perçue par l'opposition républicaine et par les alliés comme une remise en cause de cette politique. Par ailleurs, Kennedy avait bien conscience que sa prestation télévisée lors du débat avec Nixon avait contribué à sa victoire. Il devait considérer la télévision comme un moyen de contourner l'opposition républicaine pour s'adresser directement aux citoyens américains : « I am convinced that the press will turn against me sooner or later while I am President, and I must have a way to get to the American people. So I have T.V. to get there, to speak directly to them when the press is hostile ». Cité dans Salinger Pierre, *With Kennedy*, Doubleday, 1966, p. 57.

4. McNamara justifie en ces termes sa conviction que les missiles de Cuba ne pouvaient être tolérés par les Etats-Unis en dépit de leur insignifiance stratégique : « For all kinds of political reasons, especially to preserve unity in the alliance, we had to indicate to the Soviets that we weren't going to accept the presence of offensive missiles in Cuba ». Cité par Blight James G. et Welch David, *On the Brink : Americans and Soviets Reexamine the Cuban Missile Crisis*, op. cit., p. 188. L'opinion de McNamara est par ailleurs fondée. Dans un message du 25 octobre, le premier ministre britannique annonce au président Kennedy : « I am going to make the point today in the House of Commons that if you had let the Russians get away with it after your September statement, none of the American guarantees to the free world would have had any value. This is the vital point of justification ». Cité par Zelikow Philip et Ernest R. May, op. cit., pp. 393-394. C'est moi qui souligne.

5. « Kennedy worried constantly about Berlin. The Berlin issue symbolized the role of the North Atlantic Alliance in the minds of U.S. decision-makers throughout the crisis, precluding both inaction and a rush into escalation. Concerns about the city and the fate of Europe in general were causally consequential not by determining specific choices but by constraining the range of options available to decision-makers ». Voir Risse-Kappen Thomas, *Cooperation among democracies : the European influence on U.S. foreign policy*, Princeton University Press, 1995, pp. 160-161.

6. Le dilemme est posé en ces termes par Kennedy, le 19 octobre : « There's bound to be a reprisal from the Soviet Union, there always is... their just going in and taking Berlin by force. Which leaves me only one alternative, which is to fire nuclear weapons, which is a hell of an alternative, and begin a nuclear exchange, with all this happening. On the other hand, if we begin the blockade that we are talking about, the chances are they will begin a blockade... and there will be this feeling in Europe that the Berlin blockade has been commenced by our blockade. So I don't think we've got any satisfactory alternatives. Whether we balance off that, our problem is not merely Cuba but it is also Berlin. And when we recognize the importance of Berlin to Europe and recognize the importance of our allies to us, that's what has made this thing be a dilemma for 3 days. On the other hand, we've got to do something. Because if we do nothing, we're going to have the problem of Berlin anyway ». Zelikow Philip et Ernest R. May, op. cit., p. 176. C'est moi qui souligne.

7. Cette conversation du 26 octobre entre Kennedy et Macmillan est significative. Kennedy : « if at the end of 48 hours we are getting no place and the missiles sites continue to be constructed, then we are going to be faced with some hard decisions ». Macmillan : « And, of course, in making those decisions one has to realize that they will have their effect on Berlin, as well as on Cuba ». Kennedy : « Correct. And that is really why we have not done more than we have done, up until now ». Cité dans Zelikow Philip et Ernest R. May, op. cit., p. 483.

8. Certains en ont déduit que Washington ne se souciait guère des alliés durant la crise, notamment Costigliola Frank, « Kennedy, the European allies and the failure to consult », *Political Science Quarterly*, printemps 1995, vol. 10, n°1, pp.105-123. Les retranscriptions de l'ExComm prouvent au contraire que la cohésion atlantique est un souci permanent. Ainsi, le 18 octobre, D. Rusk pose le débat en ces termes : « The action also has to be thought about in connection with alliance solidarity and there we are faced with conflicting elements. That's a situation where it is clear that the alliance is with us and willing to understand the problem. Then an unannounced, unconsulted, quick action on our part could well lead to a kind of allied disunity that the Soviet attack will capitalize

upon very strongly. It's one thing for Britain and France to get themselves isolated within the alliance over Suez. It is quite another thing for the alliance if the United States should get itself in the same position. Because we are the central bone structure of the alliance, I think this is a different kind of problem that we have to think very hard about ». Cité dans Zelikow Philip et Ernest R. May, op. cit., p. 128.

9. Pour Th. Finletter, un deal sur les missiles ne pouvait se conclure sans l'accord explicite du gouvernement turc. P. Nitze résumait la position de R. Hare, l'ambassadeur américain à Ankara : « Hare says this «a trade of missiles» is absolutely anathema and is a matter of prestige and politics ». G. Ball pense lui que le problème est complexe parce que la décision de 1957 était une décision de l'OTAN. Zelikow Philip et Ernest R. May, op. cit., pp. 496-497.

10. M. Bundy résume le dilemme : « In our own terms it would already be clear that we were trying to sell our allies for our interests. That would be the view in all of NATO. Now, it is irrational and it is crazy, but that's a terribly powerful fact ». Plus loin, il ajoute ; « ... if we appear to be trading the defense of Turkey for a threat to Cuba, we'll just have to face a radical decline in the effectiveness of the NATO alliance ». Souligné dans l'original. Zelikow Philip et Ernest R. May, op. cit., p. 530.

11. Sur la position des alliés, voir Bernstein Barton J., « Reconsidering the Missile Crisis : Dealing with the Problems of the American Jupiters in Turkey », in Nathan James A. (Ed.), *The Cuban Missile Crisis Revisited*, op. cit., pp. 79-83, et plus généralement Vaïsse Maurice (Ed.), *L'Europe et la Crise de Cuba*, Armand Colin, 1993.

12. Interview, 21 mai 1987, cité dans Blight James G. et Welch David, *On the Brink : Americans and Soviets Reexamine the Cuban Missile Crisis*, op. cit., pp. 198-200.

13. Dans cette littérature, les deux classiques incontournables sont : Jervis Robert, *The Logic of Images in International Relations*, Columbia University Press, 1970 et Schelling Thomas, *The Strategy of Conflict*, op. cit.

14. « Under the immediate threat of nuclear war, one would expect the issues at hand to be determining, rather than past behavior or concern about future reputation. Yet, because the threat to use nuclear weapons may seem incredible, the need for reputation as a tool to make these threats credible may seem more important than ever. This tension leads to the following paradox : nuclear weapons cause actors to worry more about their own reputation than before, even though it seems that policy-makers would be less likely than before to use others's reputation as a guide to behavior in a crisis ». Mercer Jonathan, *Reputation and International Politics*, op. cit., p. 222.

15. M. Bundy utilise la métaphore suivante : « It wasn't the fear of the foot soldier, afraid of being killed when his time comes to hit the beach or go over the top. It was rather the fear of the commanding officer who, having ordered his men to 'charge', suddenly feels that he has given the wrong order, and that he may be leading those for whom he is responsible into disaster. It was the fear of being responsible, not of being a victim ; and I can say that it was profound by that last weekend of the crisis ». Cité dans Blight James G., *The Shattered Crystal Ball*, Rowman & Littlefield Publishers, 1990, p. 8. C'est moi qui souligne.

16. Lemay utilisera les mêmes arguments liés à la réputation des Etats-Unis pour justifier l'option militaire : « We made pretty strong statements about Cuba, that we would take actions against offensive weapons. I think that a blockade, and political talk, would be considered by a lot of our friends and neutrals as being a pretty weak response to this. And I'am sure a lot of our own citizens would feel that way, too ». Cité dans Zelikow Philip et Ernest R. May, op. cit., p. 182.

17. « Now, when you talk about the invasion, the first point, excluding the risk that these missiles will be fired, we do have the 7 or 8000 Russians there. We are going to shoot them up. And I think that it would be foolish to expect that the Russians would not regard that as a far more direct thrust than they're going to regard on the ships. And I think that the inevitable end result will be the seizure of Berlin. Now, we may have to come up with all that... but if we're talking about nuclear war, the escalation ought to be at least with some degree of control. When you start talking about the invasion it's infinitely more offensive ». Zelikow Philip et Ernest R. May, op. cit., pp. 272-273. En fait, les soldats soviétiques présents à Cuba étaient 42 000.

18. Kennedy exprime clairement sa préférence : « We're going to be in an insupportable position on this matter if this becomes his proposal. In the first place, we last year tried to get the missiles out of there because they're not military useful, number one. Number two, it's going to... to any man at the United Nations or any other rational man, it will look like a very fair trade ». Plus loin, il ajoute : « Let's not kid ourselves. They've got a very good proposal, which is the reason they made it public. ...This is a reasonable trade and we ought to take advantage of it. Therefore, it makes it much more difficult for us to move against Cuba with world support ». Zelikow Philip et Ernest R. May, op. cit., pp. 498 et 512-513. C'est moi qui souligne.

19. « I am just thinking about what we're going to have to do in a day or so, which is 500 sorties and 7 days, and possibly an invasion, all because we would'nt take the missiles out of Turkey. We all know how quickly everybody's courage goes when the blood starts to flow, and that's what going to happen to NATO. When we start these things and they grab Berlin, everybody's going to say : 'Well, that was a pretty good proposition'. Today it sounds great to reject it, but it is not going to, after we do something ». Zelikow Philip et Ernest R. May, op. cit., p. 548.

20. Th. Sorensen, qui édita les mémoires de R. Kennedy, admit que la concession sur les missiles de Turquie n'était pas implicite mais bien expressément formulée lors de l'entretien. Sur cette controverse, voir Nash Philip, *The Other Missiles of October* ; Eisenhower, *Kennedy and the Jupiters, 1957-1963*, op. cit., pp. 142-143.

21. « Barbara Tuchman's *The Guns of August* had made a great impression on the President. 'I am not going to follow a course which will allow anyone to write a comparable book about this time, *The Missiles of October*', he said to me that Saturday night. 'If anybody is around to write after this, they are going to understand that we made every effort to find peace and every effort to give our adversary room to move. I am not going to push the Russians an inch beyond what is necessary ». Kennedy Robert F., *Thirteen Days, A Memoir of the Cuban Missile Crisis*, Signet Book, 1969, p. 127.

22. Il confiera plus tard à Th. Sorensen que les risques de guerre étaient entre « trente et cinquante pour cent ».

23. « I'm not interested only in probable risks. I'm interested in less than probable risks, if they may lead to distasous consequences. That was what motivated me. I think it is too easy to be analytical about all this after the fact. I mean, was I worried more about a conventional war or nuclear war, or a Soviet second lieutenant or a Soviet response in Berlin or Turkey, or about Khrushhev's irrationality ? I just don't the answer to such questions, because that's not the way it was. The point you had to keep coming back to was that any of these routes could lead into disaster. All were possible. We should not accept even a small risk of any of them... If you go to nuclear war, and the other side retaliates, and only a few, mabe even only one, bomb get through to destroy an American city, you - the one who just initiated nuclear war - will have had to shoulder the

responsibility for the worst catastrophe in the history of this country. So you won't do it ». Blight James G. et Welch David, *On the Brink : Americans and Soviets Reexamine the Cuban Missile Crisis*, op. cit., p. 188. C'est moi qui souligne.

24. A droite, on ne retient que l'offre d'échange des missiles turcs pour dénoncer la faiblesse du président. A gauche, on critique l'ultimatum délivré à Dobrynin demandant une réponse de Moscou dans les 24 heures. « What these explanantions have in common is their commitment to a priori theories or ideologies and their blithe disregard for the look and feel of the situation the actor thought he was in. In other words, rather than attempting intentional explanations of actions first, these explainers jump to a mode of deductive explanation typical of physical science. But in physics, attempts are first made to get the facts straight. In interpreting the R. Kennedy's message, we ought to get our psychological facts - the psychological context in which the message was delivered - straight before we proceed to further analysis and evaluation ». Voir Blight James G., *The Shattered Crystal Ball*, Rowman & Littlefield Publishers, 1990, p. 129.

25. Les deux incidents impliquant des U-2 semblent avoir eu un impact considérable chez Kroutchev : clairement, il pense que la catastrophe est proche. Il confiera au Presidium que « le destin de la planète n'avait tenu qu'à un fil ». Cité dans Lebow Richard Ned et Janice Gross Stein, *We All Lost the Cold War*, op. cit., p. 140.

26. « Intentional explanations are causal explanations. They seek entry into evolving streams of thought of individuals, so as to clarify how beliefs, fears and thoughts themselves contribute to the causal chain leading to the behavior that needs explaining... The goal is to get as close as possible to an understanding of forward-moving psychological life. If we are to understand politics and the people who make policy, we must come to know them ». Blight James G., op. cit., pp. 77 et 90.

27. On lira avec intérêt l'interprétation offerte par T. Judt sur l'équipe Kennedy au moment de la crise. Je partage son jugement sur le président : « Kennedy's posturing, no less than that of Khrushchev, got the US into its Cuban imbroglio in the first place and it was in large measure Kennedy's need to seem strong, his concern for 'credibility' that fueled the rhetoric swirling around Washington in the autumn 1962. He was a young president, under great pressure to do the 'right' thing... And Yet The Kennedy Tapes reveal a remarkable coolness in John Kennedy, a willingness and a capacity to listen, question, absorb, weigh and finally adjudicate in extraordinary circumstances. At each turn in the proceedings, Kennedy chose the most moderate option, sometimes against the specialized advice pressing upon him. The qualities that the President did display during the crisis - patience, moderation, a capacity for independent judgment and a steady preference for negotiation over confrontation - were kept hidden from view ». Tony Judt, « On the Brink », *New York Review of Books*, 15 January 1998, vol. XLV, n°1, pp. 58-59.

INDEX

Index géographique : Caraïbes, Etats-Unis, Russie

Mots-clés : professionnels de la politique, Relations Internationales, Stratégie

Index chronologique : guerre froide